



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Paris, le 30 novembre 2023

Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre

Ouverture du salon Impact PME

Station F – Paris

Jeudi 30 novembre 2023

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames et Messieurs les parlementaires et les élus,
Monsieur le Président, cher François ASSELIN,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier, cher François ASSELIN, pour votre invitation à ce salon Impact PME. Un salon sur un thème qui touche tous les chefs d'entreprises de France, mais qui est aussi au cœur de mon combat : comment réussir 2024 ?

Ces dernières années ont été marquées par les crises et par l'inflation, avec un impact considérable sur vos activités.

Elles ont vu l'émergence de nouveaux défis et de nouvelles opportunités. Je pense notamment à l'intelligence artificielle ou à la numérisation, qui révolutionnent nos modes de travail et de production.

Elles ont vu l'accélération du dérèglement climatique, avec des conséquences lourdes sur nos quotidiens.

Face à ce défi, vous avez réagi. Qu'il s'agisse de la sobriété énergétique ou de la préparation de notre planification écologique, vous vous êtes pleinement engagés. Vous avez pris le virage de la transition écologique.

Enfin, ces dernières années ont été l'occasion d'évolutions majeures dans les attentes et les besoins de nos concitoyens, comme de vos salariés.

A chaque fois que je rencontre l'un d'entre vous, la même question revient : celle des talents.

Vous le savez bien, dans une TPE ou une PME, un seul recrutement peut tout changer, dans un sens comme dans l'autre. Vous devez trouver la bonne personne, qualifiée et formée, avec l'envie d'apprendre et de s'investir pour l'entreprise. Et il vous faut dans le même temps, répondre à des aspirations nouvelles des candidats comme de vos salariés sur la vie au travail.

Alors, dans ce contexte, comment réussir 2024 ?

Ma première conviction, c'est que les solutions efficaces viendront d'un dialogue intense entre nous.

C'est ensemble, que nous pourrons être à l'avant-garde des transitions en cours.

C'est ensemble, que nous pourrons relever le défi des compétences et de l'attractivité, et vous permettre d'être plus dynamiques encore.

Car s'il y a bien un objectif qui nous rassemble et vers lequel nous devons avancer avec détermination en 2024, c'est le plein-emploi.

Le plein-emploi, c'est une vision de notre société.

C'est par le travail, que les femmes et les hommes peuvent s'émanciper, déjouer les destins tracés et donner la pleine mesure de leur talent.

C'est par le travail, que nous pourrons créer des richesses et ainsi financer notre modèle social et nos services publics.

C'est par le travail, que nous pourrons être en pointe dans les secteurs économiques de demain.

Je sais que c'est une conviction que vous partagez.

Quand on est patron d'une PME, on ne compte pas ses heures. On a un commerce, une idée et l'on se bat pour elle, matin, midi et soir.

On se lance, parfois sans être certain que cela va marcher, et l'on réussit à force d'engagement et de détermination.

Tous les patrons de TPE ou de PME le savent, on ne peut rien réussir, on ne peut pas créer sans travail.

Et avec vous, ici, je veux rendre hommage à toutes les TPE et PME, à leurs dirigeants et leurs salariés.

Vous êtes les visages de l'audace, du dynamisme et de l'emploi, partout sur le territoire.

Vous incarnez la persévérance, la proximité, l'innovation.

Vous êtes au cœur de la réussite de notre économie.

Avec mon Gouvernement, avec les ministres Bruno LE MAIRE et Olivia GREGOIRE, je sais ce que nous devons aux entrepreneurs de France, ce que nous apportent les TPE et les PME.

*

Mesdames et Messieurs,

Depuis 2017, nous avons suivi un cap : lever les freins qui pèsent sur votre activité et vous permettre de recruter plus facilement.

Nous avons baissé les impôts plus qu'aucun autre Gouvernement auparavant. Je pense à la diminution de l'impôt sur les sociétés de 33% à 25%. Je pense à la baisse massive des impôts de production, avec 30 milliards d'euros en moins depuis 2017 et la suppression de la CVAE d'ici la fin du quinquennat. C'était une de vos attentes.

Nous avons mené des réformes essentielles, qui avaient trop longtemps été repoussées. Ce sont les ordonnances travail, dès le début du premier quinquennat. C'est la réforme de l'assurance chômage, pour inciter à reprendre un travail. C'est le tournant de l'apprentissage et la réforme du lycée professionnel. C'est le Contrat d'engagement jeune ou la réforme du RSA.

Ces réformes, j'en ai porté plusieurs personnellement et j'en suis fière.

La politique de l'offre, nous y croyons. Nous la défendons. Autour du Président de la République, avec la majorité, nous sommes la seule force politique à le faire.

Et avec les ministres Bruno LE MAIRE, Olivia GREGOIRE et Olivier DUSSOPT, nous voulons continuer à libérer votre activité, libérer le marché du travail.

Cette politique porte ses fruits et les résultats sont là : depuis 2017, le taux de chômage a baissé de près de deux points et plus de 2 millions d'emplois ont été créés.

Nous avons restauré notre attractivité, et pour la 4^e année consécutive, la France est le premier pays d'Europe pour les investissements étrangers.

Nous avons cassé la spirale de la désindustrialisation et 300 usines ont ouvert en 6 ans. J'ajoute que les derniers résultats sur l'emploi industriel, en cette « semaine de l'industrie », nous confortent dans notre stratégie. Avec 34 000 emplois industriels créés en un an, nous atteignons des records !

En 6 ans, nous avons montré que le chômage de masse n'était pas une fatalité, mais nous ne sommes pas au bout du chemin.

Un taux de chômage au-dessus de 7%, c'est encore bien trop.

Ça l'est d'autant plus que des centaines de milliers d'emplois ne sont pas pourvus et que vous connaissez de réelles difficultés de recrutement.

Alors, il n'y a qu'une seule solution : continuer les réformes et agir plus fort encore, pour l'emploi et l'activité dans notre pays.

Autour du Président de la République, les réformes, c'est l'identité même de la majorité. Alors, nous tenons le cap et nous accélérons.

Il y a deux semaines, l'Assemblée nationale a définitivement adopté le projet de loi qui crée France Travail.

C'est une étape importante, notamment pour accompagner vers l'activité, les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Mais ce n'est pas tout, avec France Travail, nous voulons aussi mieux accompagner les entreprises et mieux répondre à vos besoins de recrutement. C'est un chantier que nous mènerons avec vous et avec les collectivités.

Nous devons continuer à vous faciliter la vie et vos démarches.

J'ai entendu votre demande de mettre en place un « Test PME » pour évaluer en amont l'impact des normes sur les PME. C'est une mesure de bon sens. Je vous annonce que la mettrons en œuvre.

Plus largement, comme je l'ai annoncé en août dernier, nous souhaitons relancer notre effort de simplification. Bruno LE MAIRE et Olivia GREGOIRE ont lancé des Assises en ce sens et iront à votre rencontre dans les territoires. Là encore, je compte sur vos idées et vos propositions.

Si les mesures le nécessitent, je serai prête à présenter devant le Parlement un projet de loi en 2024.

Nous sommes prêts à mener de nouvelles réformes, dans tous les domaines. Notre seule boussole sera l'efficacité et les résultats.

Comme chefs d'entreprises, vous connaissez nos forces et nos faiblesses. Vous les vivez au quotidien. J'entends certains d'entre vous me dire : nos jeunes salariés ne veulent plus de CDI. D'autres que l'absentéisme désorganise trop fortement votre activité.

Nous sommes à votre écoute. C'est ensemble que nous construirons des solutions.

C'est la méthode que je privilégie. Lors de la conférence sociale, nous nous sommes mis autour de la table pour aborder certains défis majeurs.

Je pense notamment à la question des rémunérations et des progressions salariales.

Il faut que le travail paye mieux, que progresser au sein d'une entreprise paye davantage. C'est le sens de la mission, que j'ai confiée aux économistes Antoine BOZIO et Etienne WASMER. J'attends qu'elle produise des résultats. Je veux que les efforts que vous faites en tant qu'employeurs profitent plus et mieux aux salariés.

Mesdames et Messieurs,

J'en suis convaincue, c'est par le dialogue social que nous obtiendrons des résultats.

Vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, cher François ASSELIN, nous nous connaissons depuis longtemps.

Je me souviens, en effet, de la visite que j'avais faite dans votre entreprise dans les Deux-Sèvres. C'était il y a 10 ans. J'étais préfète de la région Poitou-Charentes et vous président de la CPME de la région.

Depuis, nous avons souvent eu l'occasion de travailler ensemble, et cela a été particulièrement le cas ces derniers mois.

Le 12 juillet dernier, lors de la présentation de l'agenda social, je vous ai proposé une méthode fondée sur la confiance. Je m'y tiens. Je crois que nous devons vous laisser travailler avec les organisations syndicales pour trouver les solutions les plus adaptées.

Cette méthode a fait ces preuves. C'est elle qui a permis un accord national interprofessionnel historique sur le partage de la valeur, désormais dans la loi. Un accord qui ouvre les mécanismes de partage de la valeur aux PME, comme jamais auparavant.

De nombreux chantiers vous attendent. Je pense, en particulier à la question de l'emploi des seniors. Nous passer de leur expertise et de leur expérience est un immense gâchis. Et nous ne pourrons pas atteindre le plein-emploi sans relever ce défi. Je compte sur les partenaires sociaux pour trouver des solutions nouvelles et ambitieuses.

Mesdames et Messieurs,

Je vous ai parlé de confiance. Elle ne se décrète pas.

Avec mon Gouvernement, j'en prends l'engagement : nous serons aux côtés des patrons de petites et de moyennes entreprises. Nous serons avec vous, pour construire les réformes, comme pour régler les problèmes du quotidien : ces problèmes qui vous gênent, vous gâchent la vie et vous découragent parfois.

Je connais la détermination de la ministre, Olivia GREGOIRE, pour vous aider et vous répondre.

Soutenir les entreprises, c'est vous protéger contre la hausse des prix de l'énergie.

Avec le bouclier tarifaire pour la plupart des TPE, avec l'amortisseur électricité et les aides guichet, nous avons mis en place des mesures exceptionnelles pour accompagner les entreprises.

Aujourd'hui, les prix du gaz et de l'électricité ont baissé, mais certains d'entre vous restent prisonniers de contrats conclus quand les prix étaient particulièrement élevés. Cela pénalise fortement les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie pour leur activité. C'est pourquoi je vous annonce que nous avons obtenu l'accord de la Commission européenne pour prolonger les aides en 2024.

Soutenir les entreprises, c'est lutter contre les retards de paiement. Je sais que c'est une préoccupation majeure de beaucoup d'entre vous.

Je veux être très claire : le projet de règlement européen en la matière ne répond pas à cette problématique de manière satisfaisante.

Aujourd'hui, nos PME sont pénalisées par les retards de paiement entre les entreprises. Réduire le délai légal de paiement de 45 à 30 jours, ce serait vous mettre encore plus sous pression.

Il faut que nos efforts portent en priorité sur la manière de résorber ces retards de paiement.

Enfin, je voudrais vous dire un mot de l'actualité autour des congés payés.

Je sais que la récente décision de la Cour de cassation provoque des inquiétudes. En s'alignant sur la jurisprudence européenne, vous craignez un alourdissement du coût du travail.

Naturellement, nous mettrons notre droit en conformité au cours du 1^{er} trimestre 2024, mais je souhaite réduire au maximum l'impact de cette décision sur vos entreprises. Je peux vous en assurer, il n'y aura pas de surtransposition.

Monsieur le Président, cher François ASSELIN,
Mesdames et Messieurs,

Toutes et tous, vous êtes des entrepreneurs.
Vous savez que le travail est source d'émancipation.
Vous avez de le goût de l'effort et de l'audace.

Alors, ensemble, faisons de 2024, l'année des réformes.
Faisons de 2024, une année de dialogue et de co-construction.
Faisons, en 2024, un grand pas vers le plein-emploi.

C'est notre objectif commun. Et c'est ensemble que nous pourrons l'atteindre !

Vive les TPE et les PME !
Vive la République ! Vive la France !